



Représentation permanente de la Belgique  
auprès des Nations Unies et auprès  
des institutions spécialisées à Genève

**PRESENTATION DES CINQUIEME ET SIXIEME RAPPORTS  
COMBINES DU ROYAUME DE BELGIQUE SUR LA MISE EN ŒUVRE  
DE LA CONVENTION CEDAW**

**Exposé introductif  
Genève, 21 octobre 2008**

*Le discours prononcé fait foi*

Madame la Présidente,  
Mesdames et Messieurs les experts,

Je vous remercie d'examiner avec nous les Vème et VIème rapports périodiques conjoints de la Belgique conformément à l'article 18 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

C'est un privilège que de présenter devant votre illustre Comité les principaux acquis, les avancées et les défis relatifs à la mise en oeuvre de la convention par mon pays. Les examens antérieurs et les recommandations du Comité ont largement influencé le développement du cadre législatif ainsi que les politiques en faveur des femmes et de l'égalité entre les femmes et les hommes en Belgique. Les opinions du Comité nous guident dans l'application de la convention et le respect de ses articles, votre regard d'expertes et d'experts nous permettent d'améliorer la situation des femmes et de promouvoir l'égalité des femmes et des hommes.

Madame la Présidente,  
Mesdames et Messieurs les experts,

J'aimerais épinglez les principales mesures, actions et progrès en faveur des droits des femmes intervenus en Belgique depuis 2002.

Depuis février 2002, la Constitution belge garantit explicitement l'égalité des femmes et des hommes. Elle exhorte les législateurs à adopter des mesures spécifiques garantissant aux citoyens et citoyennes l'égal exercice des droits et libertés et à favoriser un accès égal des femmes et des hommes aux mandats électifs et publics.

Pendant la période concernée, les mécanismes institutionnels consacrés à la lutte contre les discriminations fondées sur le sexe et la promotion de l'égalité des sexes ont été renforcés de manière substantielle.

J'aimerais, à ce titre, attirer l'attention du Comité sur la création de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes en vertu de la loi du 16 décembre 2002. Il s'agit d'une institution publique fédérale ayant deux missions essentielles : lutter contre toutes les discriminations fondées sur le sexe, et promouvoir et réaliser l'égalité des femmes et des hommes. Cet organisme géré par un conseil d'administration et une direction, est doté d'un budget annuel de quatre millions et demi d'euros et d'un personnel d'une trentaine de personnes.

Très concrètement, l'Institut assiste en justice les victimes de discriminations fondées sur le sexe. Il est également chargé de la mise en œuvre du *mainstreaming* : il élabore à cette fin des instruments et stratégies fondés sur une approche intégrée de la dimension de genre. Il coordonne des recherches liées au genre, et il adresse des recommandations aux pouvoirs publics. Il soutient également financièrement les associations actives dans le domaine de l'égalité des femmes et des hommes. Par ailleurs, il prépare et exécute, sous ma tutelle, les décisions du gouvernement fédéral dans le domaine de l'égalité des femmes et des hommes sur le plan interne et international. Il a été chargé de l'élaboration du présent rapport à partir des contributions émanant des administrations des entités fédérale et fédérées.

La Belgique a également connu des avancées législatives importantes. La lutte contre la discrimination a été renforcée par l'adoption de trois nouvelles lois fédérales anti discrimination en mai 2007 dont une vise spécifiquement la lutte contre la discrimination entre les femmes et les hommes. De la même manière, les Communautés et les Régions ont, dans les matières relevant de leurs compétences, amélioré récemment leurs mesures législatives en la matière.

La Belgique dispose désormais d'un éventail diversifié de mécanismes de plaintes : les cours et tribunaux bien évidemment (devant lesquels la Convention peut être directement invoquée) ; l'Institut accueillent les plaintes pour discriminations fondées sur le sexe ; les travailleuses qui font l'objet de discriminations en matière d'emploi peuvent aussi s'adresser au service chargé du contrôle des lois sociales au sein du département de l'Emploi, et au Centre pour l'égalité des chances. Par ailleurs, la Belgique a ratifié le Protocole facultatif à la Convention le 17 juin 2004 autorisant ainsi ses ressortissants à introduire des plaintes auprès de votre Comité.

J'aimerais également signaler l'existence depuis 2001 d'un guichet anti-discrimination destiné aux demandeurs d'emploi et aux employeurs dans la Région de Bruxelles-Capitale. En Région flamande, en vertu d'un décret récent adopté en juillet 2008, les belges peuvent s'adresser auprès de bureaux de plaintes en matière de discrimination instaurées dans 13 villes. Quant au gouvernement wallon, il a créé en 2003 un Conseil de l'égalité entre hommes et femmes qui a un rôle consultatif.

Madame la Présidente,  
Mesdames et Messieurs les experts,

La priorité de nos gouvernements a consisté non seulement à réformer en profondeur nos législations en matière de non discrimination, mais également à développer une panoplie d'instruments de nature législative et des plans visant à

l'intégration structurelle, systématique et durable de la dimension de genre tout au long des processus décisionnel et opérationnel à travers toutes les politiques.

Grâce à l'instauration de quotas fixés par plusieurs lois et décrets imposant la parité depuis 2002 sur les listes électorales et l'alternance de candidats des deux sexes aux deux premières places de celles-ci, des avancées sans précédent sont tangibles en faveur des femmes dans le domaine de la prise de décision politique (art. 7). Une politique volontariste est également développée au sein des organes de gestion et d'avis imposant généralement une règle de composition 1/3-2/3.

Pour mon pays, l'article 3 de la Convention – en vertu duquel les Etats doivent assurer le plein développement et le progrès des femmes en vue de leur garantir la jouissance des droits et libertés fondamentales – revêt une importance particulière. Depuis son dernier examen par le Comité, la Belgique a adopté une loi attribuant le logement familial à la victime et mis en œuvre un Plan d'Action National efficace de lutte contre la violence entre partenaires pour la période 2004-2007, et ce afin de répondre aux dernières recommandations du Comité. Ce plan d'action était le fruit d'une collaboration étroite entre le niveau fédéral et les entités fédérées. Il était élaboré autour de sept objectifs stratégiques : la sensibilisation, la formation, la prévention, l'accueil et la protection des victimes, la répression et les mesures réparatrices, l'enregistrement et l'évaluation. Nous sommes en train d'élaborer un nouveau plan d'action qui cette fois serait étendu à d'autres formes de violence faites aux femmes telles que les mariages forcés, les crimes d'honneur et les mutilations génitales. La violence à l'égard des personnes âgées fera également l'objet d'une attention particulière.

Dans le cadre de la procédure d'asile simplifiée depuis 2006, les actes de persécution qui ouvrent le droit à la reconnaissance du statut de réfugié peuvent comprendre toutes les formes de violences sexuelles et tout acte dirigé contre des personnes en raison de leur sexe ou contre des enfants. Des coordinatrices spécialisées ont été désignées à l'office des étrangers et au Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides pour examiner les demandes d'asile liées à la problématique de genre. Tous les fonctionnaires compétents reçoivent des formations spécifiques. Une brochure « demander l'asile en Belgique » est distribuée depuis 2007 en plusieurs langues aux demandeuses d'asile expliquant la procédure, leurs droits et les recours qui leur sont ouverts.

En matière de lutte contre le trafic et traite (art 6), la Belgique a procédé à la modification de sa législation en 2005 pour préciser l'infraction de traite des êtres humains et renforcer la sanction qui s'y attache. De même une protection spécifique aux victimes de la traite, sous la forme de l'octroi d'un titre de séjour spécifique, est un aspect important du volet humanitaire de notre politique à cet

égard. En effet, depuis plus de 10 ans, notre approche intègre à la fois une dimension répressive et une dimension humanitaire de la lutte contre ce phénomène qui couvre un éventail d'aspects, allant de la prévention, de la recherche, de la protection des victimes, jusqu'à la poursuite des auteurs.

Pour ce qui concerne l'éducation (art. 10), une large place à la lutte contre les stéréotypes sexistes et la promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes est menée activement par les trois Communautés du pays, en particulier au sein des manuels scolaires et à travers la formation, initiale et continue, des enseignant-e-s à la dimension de genre. Le débat sur la question du sexisme dans les médias est effectué, notamment à travers des recherches, des enquêtes et la diffusion d'une publication ludique à destination des jeunes et du corps éducatif.

En matière de lutte contre les discriminations dans l'emploi (art 11), de nombreuses mesures ont été adoptées depuis 2002. Elles concernent la protection contre la violence et le harcèlement moral ou sexuel (loi du 11 juin 2002), les congés pré et post natal, et d'adoption, ainsi que le congé parental. On déplore toujours l'existence de différences salariales entre les hommes et les femmes s'élevant à 15% en moyenne dans le secteur privé, le travail à temps partiel est majoritairement occupé par les femmes, un plafond de verre subsiste et les femmes sont encore trop cantonnées dans certains secteurs d'activité. Pour combler les écarts de genre et renforcer la position des femmes sur le marché de l'emploi, la Belgique entreprend une série d'actions et de mesures visant la réintégration des femmes sur le marché de l'emploi.

La protection sociale du conjoint aidant un travailleur indépendant qui concerne majoritairement les femmes a été fortement améliorée. Depuis juillet 2005, le statut social complet des travailleurs indépendants leur est accordé.

La situation spécifique des carrières des femmes et l'impact de leur parcours professionnel sur leur pension de retraite a fait l'objet de quatre conférences organisées en 2005 et 2006 par le Ministre des pensions. Les résultats de ces séminaires ont permis de prendre certaines mesures correctrices pour compenser certaines inégalités vécues par les travailleuses en matière d'emploi et de rémunération. Ainsi, nous assurons un droit minimum de pension par année de carrière et les périodes d'interruption de carrière pour l'éducation d'enfants sont prises en compte pour la durée de la carrière ouvrant le droit à une pension anticipée.

Une approche intégrée est adoptée pour lutter contre la pauvreté (art 13) dont les femmes sont la cible privilégiée. Un Plan d'action national Inclusion pour la période 2008-2010 ambitionne de poursuivre dans la voie engagée en 2006 dans

le cadre du précédent PAN Inclusion, à travers 234 actions visant à développer le logement social, les agences immobilières sociales et les allocations loyer, en élargissant l'offre en matière d'accueil des enfants, en stimulant l'organisation de formations adaptées aux femmes ou en renforçant le soutien à la parentalité.

Il est acquis que les jeunes filles et les femmes ont le droit de disposer de leur corps et de maîtriser leur fécondité (art 12). Plusieurs mesures sont prises pour accompagner ce droit fondamental. Depuis 2003, les femmes bénéficient d'un remboursement des frais liés aux essais de fécondation in vitro et les médicaments destinés à traiter les problèmes de fécondité sont également remboursés. Par ailleurs, les jeunes femmes de moins de 21 ans bénéficient d'un droit majoré au remboursement des moyens de contraception. Ces mesures sont généralement accompagnées de vastes campagnes d'information et de sensibilisation annuelles.

La Belgique se soucie de la santé des femmes : un programme national de dépistage du cancer permet, depuis 2002, aux femmes entre 50 et 69 ans de bénéficier d'un dépistage gratuit par mammothest tous les deux ans. Depuis 2007, toutes les jeunes filles bénéficient gratuitement du vaccin contre le cancer du col de l'utérus.

J'en viens maintenant aux avancées qui concernent la quatrième partie de la Convention et plus particulièrement aux articles 15 et 16. Soulignons que la procédure de divorce a été réformée et allégée et la pension alimentaire revenant à l'époux dans un état de besoin est limitée à la durée du mariage. Depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2005, un service des créances alimentaires au sein du département des finances octroie des avances sur les pensions alimentaires reconnues aux enfants.

Afin de lutter plus efficacement contre les mariages blancs, une disposition pénale permet depuis 2006 de poursuivre le fait de conclure un mariage en vue d'obtenir un avantage en matière de séjour.

Après les Pays-Bas, la Belgique est le deuxième pays au monde à reconnaître aux couples homosexuels le droit de se marier et ce, depuis 2003. L'adoption est à la portée des couples homosexuels depuis 2006.

Afin de mieux équilibrer les responsabilités familiales entre les parents, le congé de paternité est passé de 3 à 10 jours dans le secteur privé, les modalités du congé parental ont été améliorées et un congé d'adoption est accordé aux deux parents. En cas de séparation, une loi de 2006 impose désormais au juge de privilégier la co-parentalité, de sorte que la garde égalitaire entre les parents devient la règle et non plus l'exception.

Madame la Présidente,  
Mesdames et Messieurs les experts,

A la suite de notre discussion, j'espère que vous pourrez conclure à l'existence d'une progression manifeste de la Belgique dans le respect des droits dont jouissent les femmes.

Malgré ces avancées, nous sommes parfaitement conscients qu'il reste des efforts significatifs à déployer afin d'éliminer les discriminations de droit et de fait subsistant encore dans certains domaines cruciaux de la vie des femmes.

La société civile qui a été consultée a déjà attiré notre attention sur les priorités que sont la pauvreté, la santé des femmes, la violence sexospécifique, la place des femmes dans l'économie et la prise de décision.

En outre, j'aimerais rappeler que si la Convention a été incorporée dans notre ordre juridique interne (par une loi et plusieurs décrets d'assentiment en 1983 et 1985), elle n'a, à ce jour, fait l'objet d'aucune communication par des citoyennes auprès des autorités belges, et les justiciables n'invoquent que trop peu une violation éventuelle de la Convention devant nos cours et tribunaux. Nous sommes décidés à donner plus de visibilité à la Convention afin que ses dispositions et ses mécanismes de protection soient davantage mis en lumière et que son application soient de la sorte mieux contrôlée.

Il est certain que vos observations finales nous permettront d'orienter nos travaux futurs.

Permettez-moi, à ce sujet, d'attirer votre attention, sur les conférences interministérielles qui sont le lieu de coordination des politiques lorsqu'elles concernent différents départements et niveaux de pouvoir comme c'est le cas pour la matière de l'égalité femmes-hommes en Belgique. Le travail qui sera réalisé aujourd'hui et vos observations seront répercutés dans le cadre d'une prochaine conférence interministérielle, il fera l'objet d'un feedback auprès des ONG, et d'un compte-rendu devant les Commissions parlementaires spécialisées.

Vous pouvez également compter sur l'engagement personnel de l'ensemble des ministres responsables de piloter la politique de l'égalité des chances au sein des gouvernements de mon pays.

J'aimerais, avant de conclure, vous présenter les membres de la délégation belge :

- Monsieur Hugo BRAUWERS, Ministre conseiller, Représentant permanent adjoint de la Belgique auprès de l'Office des Nations Unies à Genève ;
- Monsieur Jan VANTHUYNE, Directeur général, Service Public fédéral Emploi ;
- Monsieur Freddy GAZAN, Conseiller général adjoint, Service de la politique criminelle, Service Public fédéral Justice ;
- Monsieur Marc VAN DEN REECK, Ambassadeur et Conseiller au Cabinet du Ministre de la Justice ;
- Madame Laurence WEERTS, Conseillère de la Ministre fédérale de l'emploi et de l'égalité des chances;
- Madame Brigitte DE RUYCK, Conseillère au Service Public programmatoire de l'Intégration sociale ;
- Madame Stéphanie HAUTOT, Attachée au Service Public fédéral Emploi ;
- Madame Stéphanie GRISARD, Attachée au Service Public fédéral Justice ;
- Madame Martha FRANKEN, Directrice, Service d'encadrement pour la politique générale Egalité des chances, Gouvernement flamand ;
- Madame Alexandra ADRIAENSSENS, Directrice chargée de mission, Direction de l'Egalité des chances, Ministère de la Communauté française de Belgique ;
- Madame Marian VANDENBOSSCHE, Attachée, Egalité des chances, Gouvernement flamand ;
- Monsieur Marc CLAIRBOIS, Conseiller, Délégué de la Communauté française de Belgique et de la Région wallonne, Genève ;
- Monsieur Philippe PEETERS, Attaché, Direction de l'Intégration et de l'Egalité des chances, Service Public de Wallonie ;

- Madame Liesbeth GOOSSENS, Attachée, Représentation permanente de la Belgique auprès de l'Office des Nations Unies à Genève ;
- Monsieur Guillaume de BRIER, Stagiaire, Délégation de la Communauté française de Belgique et de la Région wallonne, Genève.

Tous les membres de la délégation que j'ai l'honneur de conduire et moi-même, sommes à votre disposition pour répondre à toute demande de précision et compléter éventuellement votre information.

Je vous remercie déjà de votre intérêt pour nos politiques centrées sur le respect des droits et libertés des femmes.